

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2025

Objet n° 24 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; MM. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Ibrahim Donmez, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, M. Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Justine Harze, Echevine; MM. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mmes Chloé Deguide, Ayse Yigit, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Done Sonmez, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de "self banking" - Exercices 2026 à 2030 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 36 voix contre 2 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 29 mars 2023 votant le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de « self banking » pour les années d'imposition 2023 à 2025 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la Commune ;

Considérant que les distributeurs automatiques visés par le présent règlement relèvent d'une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'installation de tels appareils de distribution automatique a plus particulièrement un impact négatif sur l'emploi local ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 novembre 2025 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'imposition 2026 à 2030, une taxe communale annuelle sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de « self banking » installés sur le territoire de la Commune de Schaerbeek.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« distributeur automatique de billets de banque et de courrier », tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout autre endroit accessible aux clients et au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt, d'épargne, de consultation et/ou d'impression de courriers (extraits de compte) ;

« self-banking », tout appareil permettant de procéder de la voie publique ou de tout endroit accessible à la clientèle, à des opérations

financières diverses et/ou à l'obtention de renseignements et/ou d'informations générales.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a fait procéder à l'installation de l'appareil.

En cas de non-paiement de la taxe par la personne qui a fait procéder à l'installation de l'appareil, le propriétaire de l'appareil est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébité conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé, au 1^{er} janvier 2026, à 6.500,00€ par appareil.

Le taux sera adapté chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Il sera adapté le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2026 lors de la première adaptation, en janvier 2027
- I = indice du mois de décembre 2025 (base 2013= 100)

Article 5

La taxe est due pour l'année entière quel que soit le moment de la survenance du fait taxable dans le courant de l'exercice ou de sa disparition.

Article 6

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant des éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1^{ère} infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2^{ème} infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3^{ème} infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement. Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1^{er} janvier 2026, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 29 mars 2023.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre,



Audrey HENRY

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2025

Voorwerp nr 24 van de agenda

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; HH. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Ibrahim Donmez, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, H. Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksall, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mevr. Chloé Deguide, Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Done Sonmez, Gemeenteraadslid.

**#Voorwerp : Belasting op de geld- en uittrekselautomaten en “self-bankingapparaten” - Aanslagjaren 2026 tot 2030 –
Hernieuwing en wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 36 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 29 maart 2023 tot goedkeuring van het belastingreglement op de automatische verdelers van bankbiljetten, briefwisseling en de toestellen voor “Self banking”, voor de aanslagjaren 2023 tot 2025;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de Gemeente;

Overwegende dat deze automatische verdelers bedoeld in het reglement onder een economische activiteit vallen die inkomsten genereert waarvan redelijkerwijze kan beschouwd worden dat de natuurlijke- en rechtspersonen actief in deze sector over de middelen beschikken die hun toelaten te voldoen aan de belastingen die hun worden aangerekend;

Overwegende dat de installatie van dergelijke automatische verdeelapparaten vooral een negatieve invloed heeft op de lokale werkgelegenheid;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 november 2025 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2026 tot en met 2030, een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op de geld- en uittrekselautomaten en “self-bankingapparaten” die geïnstalleerd zijn op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“geld- en uittrekselautomaat”: elk apparaat waarmee het mogelijk is van op de openbare weg of elke andere voor de klanten en het

publiek toegankelijke plaats geldopnemingen, depositoverrichtingen, spaarverrichtingen, raadplegingen en/of afdrukken van briefwisseling (rekeninguittreksels) uit te voeren;
"self-bankingapparaat": elk toestel waarmee het mogelijk is van op de openbare weg of elke voor de klanten toegankelijke plaats diverse financiële verrichtingen uit te voeren en/of gegevens en/of algemene informatie op te vragen.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die instond voor de installatie van het toestel.
In geval van niet-betaling van de belasting door de persoon die instond voor de installatie van het toestel, wordt de eigenaar van het toestel beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldverdringen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Artikel 4

De aanslagvoet op 1 januari 2026 vastgesteld op 6.500,00€ per toestel.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Hij wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2026 bij de eerste aanpassing, in januari 2027
- I = index van de maand december 2025 (basis 2013 = 100)

Artikel 5

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar welk ook het ogenblik is van plaatsvinden of verdwijnen van het belastbare feit.

Artikel 6

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurd voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis.

Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 - In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1^{ste} overtreding: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2^{de} overtreding: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3^{de} overtreding en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Onder een overtreding wordt verstaan dat er geen aangifte wordt gedaan, dat de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, of dat er een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte wordt gedaan van een belastbare situatie, ongeacht of deze betrekking heeft op dezelfde belasting en/of hetzelfde reglement. Voor het bepalen van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige op het moment van een nieuwe overtreding al minstens dertig kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de boete voor een eerdere overtreding.

Artikel 8

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2026 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 29 maart 2023.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2025.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De Burgemeester,



Audrey HENRY